

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°90 OCT 1981 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

PAS DE SOLUTION NATIONALE A LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME !

"IL Y A UN FAIT ECLATANT QUI CARACTERISE NOTRE EPOQUE (...) D'UN COTE NOUS AVONS VU NAITRE DES FORCES INDUSTRIELLES ET SCIENTIFIQUES QU'AUCUNE EPOQUE ANTERIEURE N'A PU IMAGINER. DE L'AUTRE, ON APERCOIT LES SYMPTOMES D'UNE DEBACLE QUI POURRAIT ECLIPSER LES HORREURS INDICIBLES DE LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN." (people's paper, 14 avril 1856)

L'économie n'est pas une chose, un objet extérieur aux rapports humains que l'on pourrait manipuler dans un sens ou dans un autre, au service d'une classe sociale ou d'une autre, au profit de la bourgeoisie ou au profit de la classe ouvrière. L'économie capitaliste est un rapport social,

un ensemble de rapports de production entre exploités et exploités, entre producteurs et non-producteurs, entre propriétaires des moyens de production (machines, terres, locaux, matières premières, moyens de circulation) que les propriétaires soient l'Etat ou l'ensemble des proprié-

taires privés, et la grande masse qui est exclue de la propriété de ces moyens de production. La crise économique elle, n'est pas autre chose que la crise de ce rapport social et la bourgeoisie d'Etat ou privée ne règlera pas son compte à la crise économique pour la simple raison qu'elle ne

peut balayer les rapports sociaux, les rapports d'exploitation dont elle est porteuse.

C'est pour cela que quand Mr Mitterrand prétend "remettre l'économie sur ses rails en la mettant au service des hommes" il ne prétend pas autre chose que cette ineptie de faire croire que le capitalisme et l'exploitation puissent exister dans l'intérêt de la classe ouvrière.

"CE QUE CE SOCIALISME APPELLE UN CHANGEMENT DES CONDITIONS MATERIELLES DE LA VIE, CE N'EST NULLEMENT L'ABOLITION DES CONDITIONS BOURGEOISES DE LA PRODUCTION, LAQUELLE N'EST RÉALISABLE QUE PAR LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE. IL ENTEND PAR LA DES REFORMES ADMINISTRATIVES QUI AURAIENT POUR BASE LE MAINTIEN DES CONDITIONS DE LA PRODUCTION ANCIENNE. LE SOCIALISME BOURGEOIS NE TROUVE SON EXPRESSION VRAIE QUE DANS LES FIGURES DE RHETORIQUE PURE ET SIMPLE OU IL ABOUIT, LE LIBRE-ECHANGE... DANS L'INTERET DE LA CLASSE OUVRIERE! DES DROITS PROTECTEURS... DANS L'INTERET DE LA CLASSE OUVRIERE! DES PRISONS CELLULAIRES... DANS L'INTERET DE LA CLASSE OUVRIERE! (ET ON POURRAIT RAJOUTER ; DES BOMBES A NEUTRON : DANS L'INTERET DE LA CLASSE OUVRIERE!) VOILA LE DERNIER MOT DU SOCIALISME BOURGEOIS ET SA SEULE PAROLE SÉRIEUSE. LE SOCIALISME DE LA BOURGEOISIE CONSISTE A DIRE QUE LES BOURGEOIS SONT DES BOURGEOIS... DANS L'INTERET DE LA CLASSE OUVRIERE!" (Marx-Engels, "Le Manifeste")

(suite p.2)

LE PACIFISME : UNE ARME

POUR LA GUERRE

Le renforcement des préparatifs militaires, la menace atomique, constamment suspendue au-dessus de nos têtes, poussent à une révolte toujours plus forte contre la barbarie militaire. Mais cette révolte, parce qu'elle ne parvient pas à se lier à la lutte de classe, parce qu'elle reste en dehors d'une claire perspective prolétarienne, tend à être utilisée, manipulée par la bourgeoisie derrière les étendards du pacifisme, de l'anti-américanisme. Mettre fin aux guerres ne peut être autre chose que détruire le capital.

"LE MOT D'ORDRE DE LA PAIX EST, POUR LES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES, UNE QUESTION D'UNE IMPORTANCE BEAUCOUP PLUS GRANDE QU'ON NE LE CROIT PARFOIS. LE DÉBAT SE RAMÈNE EN RÉALITÉ A UN PROBLÈME DE LUTTE CONTRE L'INFLUENCE BOURGEOISE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER. ... LE "MOT D'ORDRE" DE LA PAIX N'A PAR LUI-MÊME ABSOLUMENT RIEN DE RÉVOLUTIONNAIRE. IL NE PREND UN CARACTÈRE RÉVOLUTIONNAIRE QU'A PARTIR DU MOMENT OU IL S'ADJOINT A NOTRE ARGUMENTATION POUR UNE TACTIQUE DE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE, QUAND IL S'ACCOMPAGNE D'UN APPEL A LA RÉVOLUTION, D'UNE PROTESTATION RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE GOUVERNEMENT DU PAYS DONT ON EST CITOYEN, CONTRE LES IMPÉRIALISTES DE LA PATRIE A LAQUELLE ON APPARTIEN". (G. Zinoviev, "Pacifisme ou Marxisme, 23 août 1915).

50 000 manifestants à Berlin-Ouest contre la venue du général Haig, secrétaire d'Etat américain et naguère chef suprême des forces de l'Otan, et dans plusieurs Etats d'Europe du Nord (Pays-Bas, pays scandinaves, RFA, ...) et même aux Etats-Unis, de nombreuses marches et manifestations contre la guerre ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

Ces réactions contre l'armement nucléaire et la bombe à neutrons, la course aux armements et l'engagement européen dans l'OTAN, les crédits militaires et contre les armées elles-mêmes, traduisent une angoisse réelle. Celle d'hommes et de femmes, pris de vertige devant une fantastique accumulation de moyens de destruction, qui sont amenés à s'interroger sur leur avenir et sur celui de leurs en-

fants.angoisse qui fait peser sur le monde entier l'ombre permanente de la guerre. Il n'est nullement surprenant que la crainte du déclenchement d'un nouveau conflit mondial s'exprime le plus fortement là où est abritée la concentration la plus massive de l'arsenal guerrier du bloc occidental et notamment en RFA, c'est à dire au voisinage direct des blocs adverses, dans la zone géo-politique où la stratégie des tensions inter-impérialistes s'exerce à travers la pression la plus intense. Oui ! Le fait qu'on assiste à des réactions contre la guerre et les menaces de guerre est pleinement JUSTIFIÉ ET NECESSAIRE du point de vue prolétarien.

suite p.6

SOMMAIRE

LA GAUCHE A L'OEUVRE:
l'affaire du SAC
les troubles de Lyon
la peine de mortp.2
POLOGNE :
l'état national.....p.4
USA :
la radicalisation
syndicale.....p.5
REVUE DE PRESSE :
le milieu révolutionnaire
et la gauche au pouvoir.p.6

la gauche à l'oeuvre

La gauche en France fait aujourd'hui l'expérience du pouvoir central : elle est au gouvernement. Pour elle, les difficultés commencent. Il est bien plus difficile dans la période actuelle de mystifier -ce qui est la fonction spécifique de la gauche- en étant au gouvernement que en se situant dans l'opposition.

L'approfondissement de la crise aujourd'hui pousse la bourgeoisie à tenter d'imposer encore plus d'austérité à la classe ouvrière. Le gouvernement Barre tenait le langage de la vérité et de la menace, celui de Mauroy tient le langage du mensonge... et toujours de la menace.

Mensonge, la propagande sur l'impôt sur la "fortune" aujourd'hui remanié afin précisément de ne pas toucher les entreprises et les investisseurs.

Mensonge la propagande sur les immigrés que soit-disant on n'expulserait pas, alors que le texte de loi vient d'être discrètement amendé au Sénat alors que Henu menace d'expulser les jeunes immigrés de la banlieue lyonnaise.

Mensonge l'image démocratique et humaniste que le gouvernement veut donner de l'Etat en utilisant le scandale du SAC et l'horreur de la peine de mort alors qu'il ne cesse d'accélérer la production d'armements.

Mensonge les nationalisations, ou les indemnisations sont suffisamment conséquentes pour que Dassault vote lui aussi la nationalisation de son

entreprise. Les travailleurs vont payer leur usine pour mieux se faire exploiter : 1000 F par personne imposable pendant 15 ans.

Mensonge la soi-disant défense des intérêts des travailleurs alors que, comme avec les gouvernements précédents, la classe ouvrière se voit asséner des augmentations en cascade (transports, gaz, électricité, PTT, etc) au moment de plus grande démobilité, celle des congés d'été annuels.

Mais ces mensonges ne suffisent pas à calmer suffisamment le mécontentement croissant comme en témoignent la récente grève à la SNCF ou la révolte des jeunes et moins jeunes de la banlieue lyonnaise. Là les socialistes ne prennent plus de gants : renforcement de la répression à coups de CRS, menace des députés PC et PS vis à vis des immigrés. L'apparence change, pas le fond.

L'Etat de grâce s'essouffle, de plus en plus les mensonges tendent à apparaître pour ce qu'ils sont : des mystifications destinées à endormir la classe ouvrière. Lorsque les mensonges ne marchent plus comme à Villeurbanne, c'est le classique bâton de la répression que ressort la gauche au gouvernement. Vraiment il n'y a rien de fondamentalement changé de Giscard à Mitterrand, de Barre à Mauroy. Quel que soit son masque, c'est toujours le capital qui opprime.

AFFAIRE DU SAC

la pourriture de toute la bourgeoisie

● Le Service d'Action Civique s'est trouvé dernièrement au premier plan de l'actualité, mis en cause dans la tuerie d'Auriol. La réputation de cette police parallèle créée par De Gaulle, son soutien de la Vème République dans les affaires "délicates" sont bien connus et reconnus. Ce service intimement lié au RPR regroupe les activités les plus diverses de gangstérisme politique ; il a trempé entre autres dans des affaires

de terrorisme, de chantage, de règlements de compte, de trafic en tout genre mettant en cause de hauts fonctionnaires.

Pourquoi le PS tout à coup se sent-il le besoin impérieux de dénoncer cet organe des basses besognes politiques de la droite ? Est-ce par souci de voir une police saine et juste, donc sans ramifications avec le SAC ? Dans ce cas on peut se demander pourquoi l'instruction du patron du SAC s'est terminée par un non-lieu.

La réalité c'est que le PS a besoin de prendre en main le contrôle TOTAL de l'Etat, et il lui faut pour cela couper l'herbe sous le pied du SAC, ces derniers jours de la DST, afin de mettre en place ses propres organismes de répression, de magouilles non-publiques.

De même Carter, lorsqu'il arrive au pouvoir en 1974, met en sourdine les activités de la CIA pour permettre au DIA, qu'il contrôle bien, de se lancer dans la bagarre des tripatouillages, des pressions. Encore aujourd'hui, l'équipe Reagan écarte des dizaines d'agents de la CIA sous prétexte d'avoir aidé et vendu des armes aux terroristes de Kadhafi, alors qu'elle en fournit officiellement aux armées rebelles Afghanes.

Notre PS lui-même oublie un peu vite les scandales de la IVème République, qui ont mis en scène le même type d'officines que le SAC et certains Mitterrand ou Deferre.

Le SAC et toutes les polices parallèles, les polices secrètes politiques sont indispensables à la bourgeoisie, à la bonne marche de ses affaires. Elles lui permettent de mystifier, d'organiser toute une pratique politique souterraine, sans se découvrir, sans défaire le voile pudique de la démocra-

tie bourgeoise. Ce n'est pas au parlement que ce fait le destin politique d'un pays "démocratique moderne", il n'existe que pour illusionner la population et avant tout la classe ouvrière. La vie politique se meut par le jeu de pressions pour des intérêts énormes, et la bourgeoisie a besoin pour cela de "services" appropriés, entraînés et roués à toutes sortes d'activités discrètes et efficaces, utilisant au mieux les armes habituelles de la bourgeoisie qui sont le meurtre, le chantage, le mensonge et l'oppression.

L'histoire de la bourgeoisie est un flot incessant de gangstérisme. On pourrait multiplier les exemples, prenons en un récent et significatif. En Italie, où la bourgeoisie est moins forte, où la vie politique est une caricature de ce qui se passe ailleurs comme en France ou aux USA, on se souvient de l'affaire de la loge P2. Accusée de détournement de fonds publics, de chantages envers de hauts fonctionnaires, de règlements de compte, de divulgation de documents d'intérêt public (donc secrets puisque d'intérêt d'Etat), etc., la loge P2 se trouvait être une officine où se décidaient toutes les mesures d'Etat, et où l'on retrouvait principalement des dirigeants de la démocratie chrétienne mais aussi du PS et

(suite p.3)

"TROUBLES" DANS LA BANLIEUE LYONNAISE

le changement... par la répression

● A propos des "troubles" de la banlieue lyonnaise, le "socialiste" Charles Henu, ministre de la Défense et maire de Villeurbanne a déclaré :

"Les événements de l'été sont une alerte qu'il ne faut pas oublier". En effet, les événements qui ont secoué la banlieue de Lyon ne sont ni nouveaux -ils ponctuent depuis des années la vie de ghetto dans les immenses concentrations des cités-, ni des phénomènes isolés dans le monde -l'avant-garde de la crise économique pour les puissances industrielles, la Grande-Bretagne, est aussi à l'avant-garde de ce phénomène qui soulève la société par le bas avec ses émeutes dans 30 villes. L'ensemble de ces phénomènes mondiaux illustrent particulièrement le sens dans lequel va le monde : misère et révolte.

Non seulement le développement de ces révoltes d'une partie de la classe, chômeurs, immigrés, jeunes, mal encadrée ou pas encadrée du tout par les appareils traditionnels de la gauche et des syndicats chargés de régler dans "l'ordre" les révoltes sociales, indique le sens dans lequel va la société mais aussi montre que la seule réponse de la bourgeoisie quand elle ne peut pas encadrer les ouvriers est la répression. Cela est aussi vrai pour Thatcher que pour Mitterrand qui déclarait :

"Si le gouvernement doit sévir, afin d'assurer la sécurité des français, il sévira par les moyens de police."

De plus, autre signe des temps, partout dans le monde, et cela devient un phénomène général, la répression policière ne fait qu'aviver et porter les révoltes sociales à un niveau supérieur. Ainsi, même à Lyon :

"M. Henu a dénoncé la dramatisation provoquée en partie par la presse, tout en annonçant la présence dans sa commune de trois compagnies de CRS... Leur présence, à la fois, réduit le nombre de "rodéos" organisés par des jeunes et augmente la tension." ("Le Monde" du 22-9-81);

La répression et le quadrillage policier sont les aspects les plus visibles, mais ils ne représentent somme-toute qu'un seul volet de l'attitude de la bourgeoisie par rapport aux révoltes sociales qui se dessinent de plus en plus précisément dans la situation actuelle de crise généralisée.

Les campagnes systématiques de division de la classe ouvrière sont l'autre volet de l'attitude de la bourgeoisie, qui peut seul permettre à la répression d'être efficace. Campagnes de divisions entre immigrés et non-immigrés, entre chômeurs et non-chômeurs, jeunes et vieilles générations.

Dans cette situation, quand on est tout à la fois jeune, chômeur et immigré, on ne peut être que particulièrement isolé, découvert et sans défense contre la vindicte orchestrée par l'Etat, directement ou insidieusement diffusée par la presse et impulsée par les stalinien, et qui font des immigrés les boucs-émissaires de la crise, des jeunes et des chômeurs les responsables de "l'insécurité" et du "désordre social". A ce propos les déclarations du "socialiste" Henu montrent clairement la réalité que cachent les allures "humanitaires" du gouvernement socialiste :

"Ainsi, le maire de Villeurbanne demandait-il, le 18 septembre, devant la communauté urbaine de Lyon, le rejet des "familles indésirables" des HLM et l'expulsion des coupables du territoire." ("Le Monde" du 22-9-81)

Aux mensonges de la propagande, il n'y a que les faits qui peuvent répondre et démentir. Ainsi en Angleterre, l'explosion généralisée des émeutes qui réunissaient blancs et noirs, immigrés et non-immigrés, a prouvé dans les faits que la question des émeutes n'était pas une "question raciale" comme la bourgeoisie n'avait cessé de le répéter auparavant, mais une question qui relevait de la lutte des classes. La loi déclinée par le parlement "socialiste" en France en est aussi une preuve supplémentaire :

"Dans tous les cas d'urgence absolue où la présence d'un étranger sur le territoire national constitue une menace grave pour l'ordre public, l'expulsion peut toujours être prononcée." (Projet de loi du 9-9-81) M. Prénat.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

le capital continue de tuer

● Le Parlement français, à majorité socialiste, a abrogé la peine de mort. La belle affaire ! La République de Mitterrand essaie de se donner une nouvelle virginité en essayant de nous faire croire à coup de gros symboles comme l'abolition de la peine de mort qu'il y a quelque chose de changé sous le firmament de la nouvelle direction du capital français.

Le gouvernement giscardien avait manipulé la peine de mort comme un épouvantail, garant de sa fermeté. Le PS prétend faire l'inverse. Il veut restaurer l'image d'un Etat protecteur et généreux, d'un Etat social. Il veut reconcilier la population avec l'Etat, mais ces deux politiques ont un même but : cristalliser l'attention sur des aspects secondaires, faire oublier que Giscard comme Mitterrand mènent une politique d'austérité.

La gauche vit des illusions de la classe ouvrière. Aujourd'hui à la tête de l'Etat français, elle veut faire oublier que l'Etat est avant tout un appareil de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, et qu'il y ait la peine de mort ou pas, cela ne change rien à l'affaire. Le premier Etat à avoir aboli la peine de mort a été le Vénézuéla, pays progressiste s'il en est et comme tout le

monde le sait !!! Le gouvernement socialiste, gestionnaire responsable du capital français, 3ème marchand d'armes de la planète, qui, naguère a été avec son ancêtre SFIO responsable de la guerre en Algérie, qui, aujourd'hui accélère son programme militaire à coup de sous-marins atomiques, de missiles nucléaires et de bombes à neutrons, se pose en moraliste. Tartuffe est au pouvoir.

Que le prolétariat ne se fasse pas d'illusion derrière les alibis démocratiques et humanistes. Ce que le gouvernement de Mauroy est en train de faire, c'est de renforcer systématiquement tout l'arsenal répressif en aménageant les lois, en renforçant les effectifs de police, en modernisant l'armée. Tout le reste n'est que discours, c'est là la spécialité de la gauche. De droite ou de gauche, le but du capital c'est d'exploiter plus de profit de l'exploitation capitaliste; de toutes ces politiques, c'est toujours le prolétariat qui en paye le prix. Ne nous laissons pas bercer par ces illusions, derrière le masque de gauche, c'est toute la bourgeoisie qui renforce son attaque contre la classe ouvrière.

J.J.

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

(suite de la p.1)

la crise économique et le "socialiste" Mitterrand

La question de la crise économique ne peut être réduite à des questions techniques, de manipulations budgétaires, de déficit budgétaire. C'est une question SOCIALE et HISTORIQUE.

Il ne s'agit donc pas de régler la crise économique pour régler les problèmes sociaux, politiques et militaires qu'elle engendre, mais de régler son compte à l'économie bourgeoise et à l'Etat, de balayer le militarisme.

Vaste programme! dira-t-on. Peut-être, mais il n'y a pas d'autre voie, ni possible, ni intéressante.

Si la question de la crise économique était une simple question technique, la question de tel ou tel remède à appliquer, avec tous les économistes qui se penchent à son chevet depuis des années, il y a longtemps que le capitalisme se serait relevé et irait résolument de l'avant; ce n'est pas le cas, loin s'en faut.

Depuis 10 ans, nous avons eu droit à tout pour expliquer cette crise économique: "la crise monétaire", en 70-71, "la crise du pétrole", en 74-78 etc... mais jamais la bourgeoisie et sa clique d'économistes intéressés, ennuyés et inefficaces n'ont fait un pas en avant, ni dans l'explication de la crise économique mondiale, ni dans le développement des moyens pour y remédier. La seule chose qui aille résolument de l'avant, c'est la crise économique elle-même, la bourgeoisie ne fait que courir derrière.

Et dans cette course au chevet du capitalisme malade, le docteur Mauroy n'ira pas plus vite que son prédécesseur, le docteur Barre. Le capital est malade, qu'il crève! Cela dit, il nous reste à faire le point sur les moyens "révolutionnaires" par lesquels notre gouvernement "socialiste" se targue de changer notre vie et de sortir l'économie française de la crise économique.

la France dans la politique économique mondiale

L'idée que, pour diminuer le nombre de chômeurs, il faut répartir le travail disponible procède d'une vue statique de l'économie. Au fond, l'analyse n'est fondamentalement pas différente de celle du pouvoir précédent qui mettait en regard d'une part la masse de travail à accomplir, et de l'autre le nombre de français en âge d'exercer une profession." (Paul Fabra, "Le Monde" du 17-9-81).

En éliminant tout ce qui n'est que pur spectacle ou encore les mesures qui ne sont que la continuation de la politique économique du gouvernement Barre, on peut classer les idées "révolutionnaires" du gouvernement "socialiste" pour "changer la vie" et sortir "l'économie française" de la crise, comme suit:

-Relance par le déficit budgétaire.

"Notre budget pour 1982 sera générateur de relance. Il sera, au plein sens du terme, un budget pour la croissance, c'est à dire un budget pour l'emploi." (M. Mauroy: déclaration de politique générale à l'Assemblée Nationale)

-nationalisation et directivité de l'Etat comme "arme de défense de la production française". (Mitterrand)

-la reconquête du marché intérieur:

"Il faut répartir à la reconquête de notre marché intérieur... Je refuse une division internationale du travail et de la production décidée loin de chez nous." (Mitterrand. Conférence de presse. 24-9-81)

Ainsi le gouvernement socialiste se vante de pouvoir trouver une ISSUE NATIONALE à une CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE. Pour "reconquérir le marché intérieur", il n'y a pas mille solutions, mais

seulement deux:

-retrancher l'économie nationale derrière une politique économique autarcique, c'est à dire fermer les frontières nationales aux marchandises étrangères, ce qui dans la politique économique mondiale actuelle et dans l'état de la division internationale du travail, est une impossibilité que Mr Mitterrand la refuse ou pas. Seule l'Allemagne fasciste des années 30 a mené une telle politique économique durant ce siècle, et cette politique économique n'avait pour réalité et pour but que la préparation directe de la seconde guerre mondiale.

-une politique économique résolument autarcique étant de fait impossible, il ne reste pour reconquérir le marché intérieur qu'à développer une économie compé-

industriels (la formation d'un trust des télécommunications commençant avec l'absorption de Hachette par Matras), et manoeuvre pour éloigner les capitaux étrangers des secteurs clés de l'économie (l'absorption d'Empain-Schneider par Paribas).

(Revue Internationale n°26. p.27)

Venons-en maintenant à la politique de déficit budgétaire "générateur de relance économique".

Ici il suffit de rappeler que cette politique de "l'Etat providence" qui sauve l'économie par une politique de déficit a fait long feu, tous les Etats qui l'ont pratiqué durant les années 70, en particulier la RFA et les USA, n'ont réussi qu'une chose: à relancer l'inflation et à stimuler la récession pour aboutir à la situation économique mondiale actuelle (voir encart). Dans cette

politique économique extrêmement sévère représentée par le "barrisme"

"Entre 1976 et 1980, les USA ont acheté des marchandises à l'étranger pour 100 milliards de dollars, plus qu'ils n'en ont vendues. Seuls les USA -parce que le dollar est la monnaie de réserve mondiale- pouvaient mettre en oeuvre une telle politique sans qu'il soit nécessaire de dévaluer massivement sa monnaie. Ensuite, les USA ont inondé le monde de dollars avec une expansion sans précédent du crédit, sous forme de prêts aux pays sous-développés et au bloc russe (ces derniers essentiellement au moyen d'institutions financières existant en Europe.) Cette masse de papier monnaie a temporairement créé une demande effective qui a permis au commerce mondial de continuer." (Revue Internationale N°26, p.26).

La bourgeoisie française et Mr Mitterrand en tête peut bien s'écrier aujourd'hui que les USA veulent mettre l'Europe à genoux, que la politique économique qui lui emboîte le pas en RFA va étouffer le capital français, la bourgeoisie mondiale lui rétorquera que dans les années de vérité que sont les années 80, la France ne peut prétendre qu'à reprendre sa véritable place, une place de second ordre dans l'échelle des puissances mondiales.

PERSPECTIVES

S'il a été possible pour l'économie française de naviguer à "contre-courant" durant la fin des années 70 et par la force des choses d'être avec le gouvernement Giscard-Barre à l'avant-garde d'une politique économique très stricte orchestrée aujourd'hui par les grandes puissances mondiales, l'inverse par contre savère aujourd'hui impossible. Monsieur Mitterrand n'aura jamais les moyens économiques de son discours idéologique.

Sur le plan économique, comme sur les plans militaire et policier l'Etat français est obligé de s'aligner sur la politique développée par les grandes puissances mondiales et que dicte le stade actuel de la crise économique mondiale.

Comme le déclare un article du "Monde" du 6.08.81: "En somme, il s'agit de faire accepter à l'opinion publique que l'amélioration de la situation de l'emploi n'exclut pas de nouveaux licenciements, ici ou là, ... Ce qui revient à essayer de faire admettre un langage de plus pur style "barriste".

M. Prenat

LE CAP DES NEUF MILLIONS DE CHOMEURS DANS LA CEE A ETE DEFASSE.

Le nombre de chômeurs dans la Communauté Européenne (Grèce exceptée) a dépassé le cap des 9 millions. Il est en effet passé de 8 923 000 en juillet 1981 à 9 135 700 en août 1981. Soit une progression de 2,3% en un mois. L'augmentation annuelle du chômage en Europe est de 32,8%. La dégradation la plus importante de la situation de l'emploi a été observée aux Pays-Bas (elle est de +55,6%), en RFA (+49,7%) en Grande-Bretagne (+46,9%), tandis qu'en France le nombre des chômeurs s'est accru de 27,1% et en Belgique de 23,2%. L'Italie a connu le plus faible taux d'ac-

croissement du chômage avec ses 13,1%.

La Grande-Bretagne arrive en tête pour le nombre des chômeurs avec 2,9 millions, suivie par l'Italie avec 1,9 million, la France avec 1,7 million, et la RFA avec 1,2 million. Toutefois, le taux du chômage par rapport à la population active varie selon les pays: 12,6% en Belgique; 11,3% en Grande Bretagne; 8,6% en Italie; 7,7% en France et 4,9% en RFA.

(Coupure tirée du journal "Le Monde" du 25-9-81)

titive sur le marché mondial et se plier à la loi du capitalisme mondial qui s'exprime simplement dans cette réalité: QUI VEUT ETRE COMPETITIF SUR SON PROPRES MARCHE NATIONAL DOIT L'ETRE SUR LE MARCHE MONDIAL.

A cette loi d'airain du capital, le gouvernement Mitterrand s'y pliera, comme il se plie aux autres lois du capitalisme mondial, dans le domaine militaire notamment.

Dans la guerre économique sur le marché mondial que se livrent les grandes puissances, chacune d'entre elles doit transformer son économie en machine de guerre; et c'est ainsi que se trouvent militarisées les conditions de vie de la classe ouvrière internationale, et dans ce domaine -comme dans le domaine militaire ou le quadrillage policier- Mitterrand ne fera pas autre chose que ce que lui dicte la situation du capitalisme mondial.

En ce sens, quand Mitterrand affirme que les nationalisations et l'intervention de l'Etat sont "des armes de défense de la production française", où est la différence avec le pseudo "néo-libéralisme" de Barre, Thatcher, Reagan, Ce sont tout autant des politiques de capitalisme d'Etat, et de défense du capital national. La "politique économique" de Mr Mitterrand est aussi peu "socialiste" que celle de Mr Barre était "libérale".

"Dans le contexte de l'anarchie du marché mondial, dont le seul régulateur est, en dernière instance, la loi de la valeur, c'est l'Etat qui guide la voie économique à chaque capital national, on a pu voir cela clairement en France sous le gouvernement de centre-droit de Giscard-Barre. L'Etat a sélectionné les industries "stratégiques" comme

la force nucléaire, l'aéro-spatiale et les communications dans lesquelles il a prévu d'investir, ou de guider des investissements en milliards de dollars, pendant qu'il décide, par ailleurs, de restreindre certaines industries traditionnelles comme la sidérurgie, la construction navale et le textile. Combinant les nationalisations, le financement par l'Etat, les plans indicatifs et les pressions politiques, l'Etat français a organisé des fusions (la réorganisation des industries d'aciers spéciaux, la centralisation de la construction mécanique de camions entre les mains de la firme nationalisée de Renault), créant de nouveaux groupes

situation générale, on voit mal l'économie française qui fait pâle figure à côté de puissances économiques comme celle de la RFA ou des USA, faire mieux. On dirait que Mr Mitterrand se trompe d'époque et nous fait retourner dans les années 70. Mais même dans les années 70, l'économie française n'avait pas les moyens de mener une telle politique économique; on voit mal comment dans les années 80 elle pourrait le faire, alors que les plus grandes puissances mondiales ont changé de cap.

Dans les années 70, pour pouvoir se maintenir à flot sur le marché mondial, le capital national français a été contraint de s'appuyer et de profiter des politiques de relance menées au niveau mondial par les USA, en Europe par la RFA, et pour lui-même de pratiquer une

"AUX SIGNES QUI DECONCERTENT LA BOURGEOISIE, L'ARISTOCRATIE ET LES PAUVRES ANNONCIATEURS DU DECLIN, NOUS RECONNAISSONS NOTRE VIEILLE AMIE, LA TAUPE, QUI SAIT TRAVAILLER SI VITE SOUS LA TERRE, LE DIGNE PIONNIER: LA REVOLUTION. (people's paper)

SAC (suite de la p.2)

vraisemblablement du PC. En fait les chefs d'accusation précités ont servi de prétextes à une fraction de la bourgeoisie italienne "adverse" pour s'approprier un contrôle plus grand sur l'Etat.

Aucune fraction particulière de la bourgeoisie n'est à remettre en cause dans ces sortes d'affaires, elles sont toutes concernées, toutes impliquées à la curée du profit. Les bourgeois ou groupes de bourgeois sont ennemis par essence, leur classe et ses lois les y obligent; mais ils ne sont ennemis que pour défendre la même chose: ainsi lorsqu'une fraction de la bourgeoisie en dénonce une autre, prenant à témoin l'opinion publique -comme le PS dans l'affaire d'Auriol qui réussit à passer pour un redresseur de torts et surtout essaye par là même de recréditer une police et justice particulièrement démythifiée depuis le septennat de Giscard- ce n'est jamais dans l'intérêt de ce public, c'est toujours afin de faire pire. Et dans une période comme la notre où le capitalisme décadent n'a rien à offrir de plus en plus que la mystification et la répression, la bourgeoisie marchera toujours plus par cette activité souterraine constante que

SAC. Pour mystifier, manipuler: réalisent les polices comme le on a vu le SAC impliqué dans les affaires de terrorisme d'extrême-droite comme d'extrême gauche, telle la branche de Marseille infiltrée dans le FNLC et le groupe Francia ou telle autre impliquée dans les attentats anti-sémites au plus fort de la campagne anti-terroriste du début de l'année, etc. Pour éliminer, dénoncer, réprimer discrètement, c'est à dire anonymement: ce sont des bandes de tueurs à gages, armées par la police, qui règlent les comptes de politiciens véreux qu'ils soient de hauts fonctionnaires ou à la base de l'appareil politique.

La classe dominante dans toute société d'exploitation ne peut utiliser des moyens autres que des moyens de rétorsion, encore plus à l'heure historique de son agonie. La bourgeoisie elle-même s'élève au-dessus de la société civile et donne naissance à ce cancer tentaculaire qu'est l'Etat.

Que ce soit à l'Est et à l'Ouest, qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche, cet Etat doit être tenu solidement avec toute l'apparence inverse de ce qu'il cache: la crise historique du capitalisme.

L'ETAU NATIONAL

"SI LES CAPITALISTES PEUVENT SE MAINTENIR ET REPRIMER LE MOUVEMENT OUVRIER DANS D'AUTRES PAYS, IL EN DECOULERA INEVITABLEMENT L'ETAT ESCLAGISTE. AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD, LES TRAVAILLEURS CONSCIENTS DU MONDE ENTIER DOIVENT SE PREPARER A SE DEFENDRE CONTRE L'ASSAUT DES CAPITALISTES ET A ATTAQUER DE LEUR COTE LE CAPITALISME, A LE DETRUIRE, ET A LE FAIRE DISPARAITRE POUR TOUJOURS DE CE MONDE."

(adresse du comité exécutif de l'Internationale Communiste à l'Union des travailleurs industriels du monde.)

la résistance

de la classe ouvrière

● En janvier de cette année, les ouvriers polonais imposaient les samedis libres. En août, dans deux des principaux bastions, Gdansk et la Silésie, les ouvriers, plus affamés que jamais, acceptent de travailler plus de samedis. En échange de quoi ? .. de la "garantie que les ouvriers autogéreront le produit du travail des samedis" et pour le bien de la patrie...

Malgré la combativité encore tenace de la classe ouvrière, la bourgeoisie a réussi à isoler ce formidable mouvement : ce faisant, elle a coupé l'élan de la lutte, enfermant les ouvriers dans la problématique nationale.

La classe ouvrière n'en oppose pas moins une résistance tenace, comme l'ont montré les événements de cet été : au début de l'été, en même temps que Solidarité arrivait à faire plier les bastions ouvriers sur la question des samedis libres, des grèves sauvages se multipliaient dans le pays. Les ouvriers, la population ont commencé à descendre dans la rue. Solidarité s'est alors empressé de prendre en mains l'organisation des "marches de la faim" pour les orchestrer pacifiquement et les détourner vers de nouvelles impasses. Pendant que les ouvriers criaient, lors des manifestations : "affamés de tous les pays, unissez-vous" et "les affamés mangeront les dirigeants", le mot d'ordre de Solidarité était "notre but final, c'est l'autogestion". Comme le disait le leader de Solidarité, Kropiwnick révélant ouvertement le rôle de flic de son organisation : "la police préviendra toute provocation de l'extérieur des manifestations, nous nous occuperons de l'intérieur".

A plusieurs reprises, Solidarité s'est vu mis en question par les ouvriers, qui ont refusé d'arrêter leur grève, malgré les programmations de Solidarité. De multiples grèves prévues pour 2 ou 24 heures, ont été prolongées contre les injonctions des syndicalistes.

A l'imprimerie d'Olsztyn en grève, à la fin de l'été, Kuron, le fameux dirigeant du KOR, venu prôner la reprise du travail, au nom du bien de l'économie nationale, fut reçu avec une méfiance plus qu'ouverte. "De quelle planète venez-vous ?" lui a même lancé un ouvrier.

Tout cela montre que la classe ouvrière est encore sur le pied de guerre. Elle sait qu'au delà d'un certain degré de démobilité, et donc de désarmement, la "bourgeoisie rouge" ne lui fera aucun cadeau. Elle sait que la répression qu'elle lui infligerait serait à l'échelle de la peur qu'elle a infligé à l'appareil de la nomenklatura.

MAIS SI ELLE SAIT JUSQU'OU ELLE NE DOIT PAS ALLER DANS LA DEMOBILISATION, ELLE NE SAIT PAS ENCORE VERS OU DEVELOPPER CETTE MOBILISATION, même si les débuts de remise en question de Solidarité, si toutes les résistances à se laisser affamer par le capital national sont des expériences dont elle peut profiter.

le nationalisme ravivé par le mythe autogestionnaire

Les polonais manquaient déjà de tout. On vient encore de leur asséner une augmentation de 110 % du charbon, du gaz, des loyers,

de la nourriture et une limitation de 20 % du rationnement de viande. Dans la situation qui lui est faite, la classe ouvrière ne peut que se poser des questions gênantes pour l'Etat et ses rouages syndicaux : comment ne pas se poser la question de la direction générale de la société, quand l'anarchie est partout, et qu'on crève de faim devant des stocks de thé qui remplissent seuls les rayons des épiceries ? Les pays de l'Est sont une caricature du fonctionnement du capitalisme décadent. C'est la forme du capitalisme sénile où apparaît plus violemment que partout le fait que la production est orientée selon des lois qui échappent à la majorité des hommes. Comment ne pas se poser la question de l'extension internationale des luttes, quand on sait que les ouvriers des autres pays de l'Est de façon EVIDENTE subissent la même réalité ?

Solidarité ne peut NIER ces questions. C'est pour les dévier qu'il a mis en avant de nouvelles "initiatives" : l'internationalisme ?

L'appel aux syndicats libres : l'internationalisme vidé de sens

● Quand le Congrès de Solidarité a lancé son appel aux "syndicats libres des pays de l'Est", il a apporté une nouvelle couverture mensongère à la nature essentiellement internationale de la classe ouvrière. Il a détourné une vague compréhension de la nécessité et du besoin de s'unir au delà des frontières en une caricature de l'internationalisme, en une forme vide de sens.

Ce n'est pas à la classe ouvrière mondiale, ni à la classe ouvrière des pays de l'Est, que s'adressait Solidarité, mais aux "syndicats libres", après un "salut" à la classe ouvrière, comme le pape prônerait le faire. Ce n'était pas un appel à ce que les ouvriers des autres pays entreprennent à leur tour un mouvement pour s'opposer à la misère du capitalisme en crise, mais un "soutien" aux activités des syndicats libres qui seront peut être amenés demain à jouer le même rôle de pompiers des mouvements sociaux que Solidarité joue aujourd'hui en Pologne. L'appel aurait pu dire : "bonzes syndicaux de tous les pays, unissez-vous" !

Le seul "soutien", la seule "solidarité" que les ouvriers en Pologne doivent demander à leurs frères de classe du monde entier, c'est qu'ils engagent la même lutte contre leurs Etats, contre le système capitaliste. L'internationalisation NE PEUT ETRE QUE L'INTERNATIONALISATION DE LA LUTTE. Elle ne peut se situer que sur un terrain politique, parce qu'elle s'affronte à l'Etat garant de l'ordre existant, et révolutionnaire car elle ne remet plus en question telle ou telle gestion nationale, mais le système capitaliste comme un tout.

L'utilisation de l'appel qu'a fait l'Etat russe, les campagnes de dénonciation dont il a inondé les pays de l'Est, ne confère pas à cet appel un caractère d'opposition révolutionnaire. L'organisation des dénonciations "spontanées" des ouvriers russes, les calomnies déversées, personne, à l'Est, n'y croit : l'information officielle est toujours tenue pour fautive, et les mots de "contre-révolutionnaire" y sont traduits par "ouvrier". Mais l'Etat russe, sentant la tension monter dans son bloc face à une situation catastrophique use encore une fois de la terreur et de l'intimidation pour tenter d'éviter qu'elle n'explose. Cela ne change rien au fait qu'un jour les "syndicats libres" pourraient lui être utiles, comme ils le sont aujourd'hui en Pologne, pour calmer l'explosion.

Face à la situation objective qui tend à rapprocher la classe ouvrière au delà des frontières nationales du bloc de l'Est, cet appel ne vise qu'à vider de sens l'internationalisme qui devra nécessairement se développer, brisant les frontières si chères aux syndicats.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN N'EST PAS LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES SYNDICATS DE LA BOURGEOISIE.

D.N.

lisme ? Solidarité le présente comme une somme de mouvements chacun bien enfermé dans la problématique du bon fonctionnement de son "économie nationale" avec l'appel à la formation de syndicats libres dans les pays de l'Est (voir encart). La direction de la société ? Pour le syndicat ça s'appelle "l'autogestion", grand thème du congrès de Solidarité, qui, après une vaste campagne pleine de tapage et de suspens vient d'obtenir un "compromis" sur cette question avec le gouvernement.

A chaque fois que les ouvriers ont explosé contre les conditions

qui leurs sont faites, Solidarité a ramené la question au changement de tel ou tel directeur d'usine. L'efficacité en est montrée par cette ouvrière de Kutno qui déclarait à "Libération" (24.09.81) "ce qui a le plus changé dans l'usine, c'est l'atmosphère. Avant le directeur était comme le bon dieu. Aujourd'hui les ouvriers s'intéressent à leur usine".

Croire que parce que les ouvriers décideraient de la gestion de leur entreprise, leur vie serait changée, est UNE DOUBLE UTOPIE : une utopie parce que les ouvriers ne le décideront jamais réellement dans le cadre capitaliste, et parce que, même s'ils le faisaient, ils n'échapperaient pas aux absurdités du système, chacun préoccupé de sa branche de production. C'EST LE CAPITALISME QUI EST UNE ABERRATION, PAS SA GESTION. On ne peut pas plus "bien gérer" un système de production anachronique comme le capitalisme que bien conduire une vieille voiture en panne.

Dans l'économie capitaliste, ce ne sont pas les besoins humains qui prédominent, mais l'échange et ses lois. Ses lois dominent le monde entier et, étant donné la concurrence, au niveau de la nation ou de l'entreprise, l'exploitation est une condition d'existence. La nécessité de rendre le travail le plus intensif possible, d'en raccourcir ou

s'élèvent pour lui dire, non pas seulement : "les prolétaires ont une patrie", mais "les prolétaires ont une usine", et pour les y enfermer.

LA POLOGNE N'EST PAS UN MONDE A PART. LES ABERRATIONS QU'ON Y TROUVE DANS LA DISPROPORTION DE LA PRODUCTION DE BIENS UTILES A L'HOMME ET DE MACHINES DE GUERRE, L'IMMENSE EFFORT ET CAPACITE DE PRODUCTION RELATIVEMENT AU BIEN ETRE DE LA MAJORITE DES HOMMES NE SONT PAS DES PARTICULARITES DANS UN MONDE OU 2/3 DE L'HUMANITE CREVE DE FAIM DEVANT LES ENGINES LES PLUS SOPHISTIQUES QUI PEUVENT DETRUIRE 20 FOIS LA PLANETE.

Si le POUP accepte de faire voter par la nouvelle diète "démocratique" une loi sur l'autogestion et que Solidarité accepte un compromis, c'est parce que tous ces "patriotes" savent que l'autogestion peut-être un moyen de rétablir un peu d'ordre et de discipline parmi les exploités, d'avoir une classe ouvrière atomisée, éparse, dispersée, apolitique, contre laquelle elle pourra mener ses attaques. Une classe ouvrière qui, préoccupée par un fatras de problèmes locaux, ne remette pas en question le pouvoir d'Etat.

Comme l'a déclaré Walesa : "une entreprise autogérée ne fera pas grève, puisqu'elle nuirait du même coup à ses propres intérêts." (2.09.81)

C'est parce que les ouvriers du monde n'ont pas encore une conscience suffisamment claire du fait que CE QUI EST BON POUR LEUR CAPITAL NATIONAL NE SERA JAMAIS BON POUR EUX, que tous deux sont au contraire fondamentalement antagoniques, c'est pour cela que l'autogestion peut avoir une prise. Tant que les ouvriers verront la crise comme polonaise et imputable "aux russes", tant qu'ils ne verront pas le système capitaliste dans sa vérité nationale et internationale, ils auront tendance à poser les problèmes en termes de gestion.

POUP-Solidarité : tous unis pour la patrie

"Les fils et les filles de la nation polonaise n'ont besoin de personne pour leur donner des leçons de patriotisme ou de sacrifice pour des valeurs plus précieuses que la vie". Tract de Solidarité du 2 août.

Ce vibrant nationalisme a déjà fait avaler plus d'une couleuvre aux ouvriers polonais. Ce terrain commun à tous les rouages de l'Etat est rappelé clairement aujourd'hui par la tendance "dure" du parti quand Olszowski déclare à la télévision, le 22 septembre :

"certains se demandent s'il y aura la guerre civile en Pologne. Au-delà des différences de points de vue, une inquiétude commune pour le sort du pays unit les réactions de chacun". ("Chacun" étant les trois volets de la sainte alliance pour un "front national" : POUP, Solidarité et église).

Pour mieux convaincre les ouvriers de cette nécessité bourgeoise élémentaire qu'est l'intérêt national, tous se donnent la main : l'Etat russe en faisant des campagnes contre la "démocratisation" (si l'Etat russe déclarait accepter de bon coeur Solidarité, les ouvriers seraient immédiatement méfiants, et le plus imbécile des bureaucrates sait le parti à tirer du sentiment anti-russe) et en menaçant régulièrement de son intervention armée (à laquelle on ne croit plus guère en Pologne, mais dont le gouvernement et Solidarité entretiennent l'éventualité en cas de "gros troubles"), et dernièrement en menaçant de réduire ses envois de carburant et de matières premières. Le gouvernement et Solidarité eux, jouent les frères ennemis, tapant chacun leur tour sur la table, jouant la fermeté,

(suite p.5)

LES SYNDICATS VIRENT A GAUCHE

BIEN QU'EN FRANCE LES FORCES D'ENCADREMENT DE LA CLASSE OUVRIERE, LES FORCES DE "GAUCHE", PARTIS ET SYNDICATS SOIENT EN TRAIN DE S'INVESTIR DANS LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, LA TENDANCE QUI DOMINE CES "FORCES DE GAUCHE" AU NIVEAU MONDIAL N'EST PAS CELLE-LA : DANS UNE SITUATION OU LES ATTAQUES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE NE PEUVENT ETRE QUE PLUS FORTES, CES FORCES ACCENTUENT LEUR FACADE D'OPPOSITION POUR NE PAS LAISSER LA CLASSE OUVRIERE SEULE DANS LA REACTION INEVITABLE QUE CES MESURES VONT PROVOQUER, QUAND LA BOURGEOISIE NE PEUT PLUS EVITER CES LUTTES, ELLE TENDE DE LES DETOURNER VERS DES IMPASSES QUI MASQUENT L'AFFRONTMENT NECESSAIRE A L'ETAT LUI-MEME.

MEME LES SYNDICATS AMERICAINS, L'AFL-CIO, REPUTEE DANS LE MONDE ENTIER POUR ETRE UNE MAFIA ENTIEREMENT INTEGREE DANS LES ROUAGES DE L'ETAT AMERICAIN, "VIRE A GAUCHE" ET COMMENCE APRES DES ANNEES DE COLLABORATION OUVERTE AVEC LE GOUVERNEMENT, A JOUER A L'OPPOSITION.

PARTOUT DANS LE MONDE, DE LA POLOGNE AUX USA, EN PASSANT PAR L'ANGLETERRE, LA FACON DONT LA BOURGEOISIE UTILISE SES CARTES S'ORIENTE SELON UNE LIGNE COMMUNE : DES SYNDICATS QUI APPARAISSENT LES PLUS "PURS" COMME SOLIDARITE AUX PLUS POURRIS COMME L'AFL-CIO, LA REALITE EST LA MEME, ET PARTOUT LA CLASSE DEVRA METTRE A NU CE FAUX "RADICALISME" DE L'OPPOSITION BOURGEOISE.

● L'AFL-CIO vire à gauche. Les syndicats ont abandonné leur vieille rhétorique militante et commencent à parler un langage "dur". Dénonçant le programme économique de Reagan comme un passeport pour la "catastrophe sociale", le président de l'AFL-CIO, Lane Kirkland a déclaré à une récente conférence syndicale que "le couperet du budget fait plus qu'entamer des papiers avec des numéros, ils entame la chair et pompe le sang des êtres humains". "Les syndicats, dit Kirkland, rejettent l'idée "que le gouvernement serait là pour s'occuper des riches, et les riches pour s'occuper des pauvres. Il n'y a rien de nouveau dans cette idée. C'est l'ancien raisonnement de la ploutocratie."

Kirkland a réagi au niveau de plus en plus aigu de la combativité ouvrière et à la réponse anticipée de l'administration Reagan avec ses coupures de budget, en plongeant les syndicats dans une série de manifestations à travers le pays et dans la capitale. Nous n'avions pas vu cela depuis plusieurs décennies. Il y eut des manifestations contre les restrictions dans l'aide à la population noire, contre les restrictions dans les chemins de fer de l'Est, contre les restrictions de budget, contre les restrictions dans les mesures de sécurité et sur de nombreux conflits sur les contrats de travail. Le principal point de ce soudain éclat de combativité syndicale fut la manifestation du "jour de solidarité" contre les restrictions de budget de Reagan à Washington le 19 septembre. Quel est le sens de ce virage à gauche des syndicats ?

Les apologistes stalinien et trotskyste des syndicats s'appuieront sur cette nouvelle activité syndicale pour y voir la confirmation de la nature ouvrière des syndicats, mais c'est le contraire qui est vrai. Ce à quoi nous assistons, c'est à la mobilisation de l'appareil syndical pour prendre le contrôle du mécontentement ouvrier et le rendre inoffensif pour le capitalisme. Les syndicats remplissent un rôle vital pour le capitalisme comme gauche dans l'opposition. Les syndicats sont depuis longtemps intégrés dans l'appareil d'Etat du capitalisme décadent. A notre époque les syndicats fonctionnent comme la force de base de la police, maintenant la discipline du travail et la paix industrielle.



Aux USA comme ailleurs, c'est la combativité ouvrière qui pousse les syndicats à jouer les radicaux.

Au sein de la manifestation du 19 septembre à Washington, contrôlée et encadrée par les syndicats, cette combativité s'est encore manifestée lorsque les contrôleurs aériens licenciés ont lancé un appel à la grève générale dans cette foule de 250 000 personnes.

Quand la classe ouvrière se met en colère et commence à se battre, les syndicats font le nécessaire pour prendre le contrôle de la lutte et l'épuiser. Pour ce faire, ils ont viré à gauche et parlé dur. Leur travail est de s'assurer que les luttes ouvrières ne menacent pas le système capitaliste.

Nous avons vu des manoeuvres similaires dans d'autres pays. Quand la combativité de la classe ouvrière surgit, quand le nombre de grèves monte, quand il y a des manifestations, des troubles, la gauche et les syndicats prennent un visage combatif, radicalisent leur langage et se mettent à la tête de la classe pour la détourner du chemin de la lutte de classe et la ramener à une politique capitaliste. Dans des pays où la gauche a été au pouvoir, comme ce fut le cas en Angleterre au milieu des années 70, où elle-même portait les attaques du capital sur le niveau de vie ouvrier, nous avons vu le pouvoir transféré à la droite. La gauche ne peut donc se dissocier du programme gouvernemental d'austérité et nécessite une cure de repos dans l'opposition, pour redorer son image aux yeux des ouvriers. C'est ce que nous voyons aujourd'hui en Amérique. Le programme d'austérité de Reagan n'est pas vraiment en rupture avec la politique de l'administration Carter. C'est plutôt une

escalade et une intensification de la même austérité et des préparatifs de guerre entrepris par Carter. Avec l'élection de Reagan, les démocrates libéraux et les syndicats, la gauche, s'est tournée vers un rôle d'opposition. Alors qu'hier ils participaient à imposer l'austérité avec Carter, aujourd'hui ils prétendent être des opposants héroïques. Ils doivent le faire pour contenir le mécontentement de la classe ouvrière qui a clairement commencé à se manifester, bien avant que l'impact des restrictions de Reagan se soit fait sentir. Nous avons vu les luttes commencer avec les grèves des employés municipaux de l'Etat à travers tout le pays, et la grève des mineurs. C'est une combativité inspirée par l'exemple des luttes en Pologne de toute l'année dernière, qui a durement atteint la classe dominante. Tout le monde attendait une puissante réaction ouvrière aux restrictions du budget de Reagan, et les syndicats et les démocrates libéraux sont en train de se préparer à cette éventualité.

A cause du manque d'un parti de gauche à large base ouvrière aux USA, le rôle d'opposants de gauche des syndicats est particulièrement crucial pour le capitalisme. Les syndicats sont en train de mobiliser tout un fatras de groupes libéraux et "progressistes" dans une coalition pour combattre les restrictions, tendant la perche aux politiciens "démocratiques" pour qu'ils adoptent une allure de gauche. Mais peu importe combien radicale puisse être leur rhétorique, comme dans les autres pays, les syndicats sont des ennemis du peuple ouvrier.

Lors des prochaines luttes, il sera absolument nécessaire de rompre avec les syndicats, d'organiser des comités de grève indépendants et de prendre la lutte dans nos propres mains. Avant de laisser le contrôle de leur lutte dans les mains des syndicats, il faut savoir que les syndicats peuvent employer n'importe quel verbiage radical pour condamner la lutte avant qu'elle ne démarre. Les ouvriers doivent voir à travers l'écran de fumée.

Les syndicats ne sont pas contre le capitalisme. Ils soutiennent le système. Ils ne le combattent pas. Comme le disait un dirigeant syndical, les syndicats croient "dans le système capitaliste... Nous sommes dédiés à la préservation de ce système."

vivante par la lutte. La classe ouvrière en Pologne n'a pas peur de recommencer à se battre.

Mais à force de se heurter aux barreaux des frontières nationales, sans comprendre, la démoralisation pourrait survenir.

La lutte de classe internationale, seule, peut briser la logique nationaliste de l'Etat et de "Solidarité", et permettre à la classe ouvrière en Pologne de libérer tout son potentiel de combat, ses forces qui restent encore vives.

"IL NE PEUT Y AVOIR DE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE TRIOMPHANT S'IL NE CONTIENT PAS ET NE DEVELOPPE PAS LA TENDANCE A L'INTERNATIONALISATION DE LA LUTTE, COMME IL NE PEUT Y AVOIR DE REELLE INTERNATIONALISATION SANS QU'ELLE SOIT REVOLUTIONNAIRE."

("revue internationale N°26).

POLOGNE (suite de la p.4)

pour mieux faire croire à la réalité du compromis à peine gagné. Solidarité passe ainsi sans arrêt du radicalisme verbal le plus "révolutionnaire" au patriotisme le plus raisonnable, prêt à tout pour défendre la démocratie jusqu'à participer massivement au "premier congrès démocratique du POUP".

TOUTES LES FORCES SOCIALES QUI ONT ENCORE QUELQUE CHOSE A DEFENDRE DANS L'ORDRE SOCIAL EXISTANT TRAVAILLENT ENSEMBLE A LA "PACIFICATION DE LA POLOGNE". TOUTES PLACENT EN SOLIDARITE ET SON APPAREIL LEURS ESPOIRS POUR QUE LE SENS "PATRIOTIQUE" L'EMPORTE SUR LE SENS DE CLASSE.

La classe ouvrière en Pologne a vu combien les grands de ce monde pouvaient trembler devant sa puissance et c'est une expérience énorme... une expérience découverte dans la lutte, gardée

Pendant les dernières années, les syndicats ont contribué avec enthousiasme à la détérioration du niveau de vie ouvrier. Ils ont joué leur rôle pour le capitalisme en négociant des contrats qui acceptent l'austérité, qui acceptent l'accélération des cadences et les salaires hors contrat. Ils ont même eu le culot d'appeler ces désastres des "victoires". L'exemple des ouvriers du chemin de fer est une image particulièrement vivante même si elle fut malheureuse, de ce que les syndicats réservent aux travailleurs. Quand l'administration Reagan a annoncé des projets de restrictions sévères dans le budget des chemins de fer, le syndicat a été obligé d'appeler à une manifestation massive à Washington qui a réuni 30 000 travailleurs dans la capitale. En mai 1981, les syndicats du chemin de fer négocièrent un accord où les ouvriers devaient abandonner les 200 millions prévus pour les augmentations de salaire, soit près de 10 % de la paye totale des employés du chemin de fer. Fred JKROLL, porte parole du syndicat des chemins de fer présenta cet accord comme un "pas de géant". De tels pas de géant, les travailleurs peuvent s'en passer.

Lors de la grande grève des aiguilleurs du ciel, en août, de même, le syndicat de la branche a joué au dur, servant de première cible au gouvernement qui a été jusqu'à traîner ses membres devant le tribunal. Belle couverture de combativité! Mais en même temps, ce syndicat appelait sans trêve les aiguilleurs au calme, et, pendant que tout était centré sur ses agissements propres, RIEN ne fut fait par les autres syndicats dans le sens d'une solidarité avec les aiguilleurs face à la sévérité sans précédents de la réponse du gouvernement (voir article dans le numéro précédent). Au contraire, tout fut fait pour ISOLER cette grève où la défaite subie devait servir pour démoraliser l'ensemble de la classe ouvrière.

En tant que partie prenante de l'appareil d'Etat, les syndicats ne sont pas contre l'austérité. Leur querelle avec Reagan n'est pas sur le besoin d'austérité, c'est une mascarade qui sert seulement à la faire accepter aux ouvriers. En mars 1980, avant les élections présidentielles, l'AFL-CIO nous a donné ses recettes pour l'austérité quand elle a appelé à un "contrôle sur les salaires, les prix, les taux d'intérêt qui doivent être imposés sur l'ensemble de l'économie" et au "rationnement si nécessaire" présentant ces mesures comme la façon la plus juste de faire peser l'austérité sur les ouvriers. En février 81 le journal de l'AFL-CIO résuma l'acceptation de l'austérité chez les syndicats par le titre suivant : "l'austérité doit être appliquée avec équité".

Les syndicats ne sont à aucun moment en désaccord avec le plan Reagan d'accélération des préparatifs militaires et sont pressés de jouer leur rôle d'encadreurs de la classe ouvrière pour la guerre, comme ils le firent pendant la 1ère et la 2ème guerre mondiale, en poussant les ouvriers dans la boucherie. Parce qu'ils assument leur rôle de gauche dans l'opposition, les syndicats vont crier et s'agiter beaucoup, mais ce n'est que du spectacle. Leur rôle pernicieux doit être dénoncé afin d'empêcher que la lutte de classe qui se développe aujourd'hui ne soit pas dévoyée.

J.G.
Traduit d'Internationalism (USA) n° 30.

le pacifisme : une arme pour la guerre

(suite de la p.1)

Dans ses "Thèses sur les tâches de la social démocratie internationale" Rosa Luxembourg rappelait que "l'action de classe du prolétariat de tous les pays doit EN TEMPS DE PAIX COMME EN TEMPS DE GUERRE se fixer comme but principal de combattre l'impérialisme et de faire obstacle à la guerre".

Mais la soudaine attirance de fractions non négligeables de la bourgeoisie envers le "pacifisme" traduit, elle, tout autre chose.

LE PACIFISME CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

De l'aile "gauche" du Labour Party (Benn) en Grande-Bretagne qui prône un "désarmement unilatéral" à l'aile "pacifiste" de la social-démocratie allemande (Brandt) qui feint aujourd'hui de militer pour un désengagement "neutraliste", de la social-démocratie suédoise qui cherche à faire peau neuve aux travaillistes norvégiens, retournant dans "l'opposition", on se découvre une fibre "pacifiste". On se gargarise à qui mieux mieux de phrases sur la "paix" et le "désarmement". La vérité c'est que l'on cherche ainsi à dévoyer les manifestations d'inquiétude face à la menace de

conflit mondial que mettent en avant les grondements bellicistes des Haig, des Reagan, des Brejnev, des Strauss et des Thatcher sur le terrain du "pacifisme" pour les détourner complètement du terrain de la lutte de classe. Cette pression bourgeoise est d'autant plus forte dans des Etats ayant mieux résistés que d'autres jusqu'ici à la crise où, malgré l'ampleur des attaques de la bourgeoisie, la question de la guerre est, encore aujourd'hui, plus présente dans les esprits que celle de l'austérité. Mais l'heure est venue où la situation économique (voir l'article sur la crise en Europe dans ce n°) exige pour ces pays la mise en place d'un programme d'austérité sans précédent.

Ainsi, le pacifisme, remis au goût du jour dans la social-démocratie allemande, est d'une part un cache-misère aux rigoureuses mesures d'ores et déjà adoptées par le gouvernement Schmidt au lendemain du sommet d'Ottawa comportant une considérable réduction du budget de l'Etat et d'autre part une préparation au passage de cette fraction de la bourgeoisie dans l'opposition pour pouvoir y prêcher la "paix sociale" au moment où celle-ci pourrait être remise en question tout en laissant à d'autres les rênes du pouvoir et la responsabilité de nouvelles mesures draconiennes im-

populaires ainsi que le renforcement militaire de l'alliance atlantique. Toute la question du "pacifisme", du "neutralisme" est une fausse polémique entretenue pour masquer la réalité qui est bien pour l'ensemble de la bourgeoisie de faire passer ses mesures d'austérité à travers la paix sociale.

Dans les années 60, l'opposition à la guerre a pu être dévoyée sur le terrain de "la libération nationale des peuples opprimés". Aujourd'hui, où cette mystification a fait long feu, c'est sur la voie d'un "pacifisme de principe" où elle s'opposerait directement à toute expression de classe que tente de l'exploiter, de la drafter la bourgeoisie.

Cela dévoile la nature véritable du pacifisme : ce n'est pas la "paix" en opposition aux puissances impérialistes qui est défendue mais bien uniquement la "paix" entre les classes, la paix sociale, la pacification nationale au profit du capitalisme impérialiste. "L'opposition à la guerre qui peut se manifester au sein de la bourgeoisie se résume tout crûment à son opposition à la guerre civile, à la guerre de classe.

Sur ses manœuvres, l'histoire nous livre des expériences édifiantes. La même entreprise que nous voyons à l'oeuvre aujourd'hui, les révolutionnaires la dénonçaient déjà il y a plus de 50 ans avec la dernière énergie : "la bourgeoisie a précisément besoin que, par des phrases hypocrites sur la paix, on détourne les ouvriers de la lutte révolutionnaire" énonçait Lénine en mars

1916.

L'usage du "pacifisme" n'a pas changé : "en cela réside l'unité de principe des social-chauvins (Plekhanov, Scheidemann) et des social-pacifistes (Turati, Kautsky) que les uns et les autres, objectivement parlant sont les serviteurs de l'impérialisme : les uns le servent en présentant la guerre impérialiste comme la "défense de la patrie", les autres servent le même impérialisme en déguisant par des phrases sur la paix démocratique, la paix impérialiste qui s'annonce aujourd'hui. La bourgeoisie impérialiste a besoin de larbins de l'une et de l'autre sorte, de l'une et de l'autre nuance : elle a besoin des Plekhanov pour encourager les peuples à se massacrer en criant : "A bas les conquérants !" ; elle a besoin des Kautsky pour consoler et calmer les masses irritées par des hymnes et dithyrambes en l'honneur de la paix" (Lénine, janvier 1917).

Dans la première guerre mondiale, TOUS les propagandistes du "pacifisme de principe" ont sombrés dans l'union sacrée. Mais surtout ils ont été les principaux responsables de l'entraînement du prolétariat au massacre sur le terrain de la "défense nationale et de la patrie". Le pacifisme est purement une arme de la bourgeoisie et en aucun cas on ne peut s'opposer à la guerre à travers lui.

LES REVOLUTIONNAIRES CONTRE LA GUERRE ET LE PACIFISME

Pour les révolutionnaires, la question du pacifisme a été clairement définie par Lénine : "notre programme de paix" doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie im-

(suite p.8)

REVUE DE PRESSE

Le milieu révolutionnaire face à la Gauche au pouvoir

● Un des points fondamentaux qui séparent les organisations révolutionnaires d'avec les organes de l'Etat capitalistes réside dans la reconnaissance et la dénonciation des fractions de gauche (partis dits communistes, sociaux-démocrates et leurs acolytes gauchistes) comme des organes de l'Etat capitaliste.

Aujourd'hui, avec la venue au pouvoir de la gauche en France, la frontière de classe peut s'établir distinctement.

Ceux qui, comme la LCR, l'OCI et autres groupes trotskystes et maoïstes ont porté leur soutien même critique à la gauche affirment clairement leur nature : celle d'organisations qui font partie de l'ordre capitaliste et de son jeu politique entre la "droite" et la "gauche".

"Nous faisons partie des trois composantes de la majorité : PS, PC, extrême gauche" disait Krivine ("Le Monde" du 21 mai). Et ils sauront jouer leur rôle côte à côte avec les gauches contre la classe ouvrière.

Par contre, les organisations qui dénoncent, à travers leurs presses la gauche au pouvoir en France comme une fraction de l'Etat bourgeois, montrent clairement dans quel camp ils se situent : le camp du prolétariat. Il est nécessaire, que face à la gauche, la voix des révolutionnaires se fasse entendre pour dénoncer ceux qui ont pour principale fonction de faire accepter à la classe ouvrière la défense de la nation, de l'Etat capitaliste.

Ainsi, le groupe du FOR ("Alarme" n°12, juin 81) explique que "le changement politique n'est qu'un changement de forme en vue de perpétuer la dictature du capital sur le travail" et met en garde le prolétariat contre le rôle de la gauche. "Alarme" rappelle les bons et loyaux services de la gauche en 1936 et 1945 en faveur du capital national. "Toute grève sauvage, toute grève non concertée par le patronat, l'Etat et les syndicats sera considérée comme étant l'oeuvre de provocateurs voulant déstabiliser le pouvoir des forces du progrès".

Pour le PIC ("Jeune Taupe" n°37), la gauche au pouvoir en France, face à l'accélération de la crise du monde capitaliste et aux prévisibles combats de classe était né-

cessaire "pour museler efficacement les travailleurs en les attendant au char de l'Etat".

Le groupe VOLONTE COMMUNISTE ("Révolution Sociale" n°1, juillet 81) (1) dénonce l'arrivée de la gauche au pouvoir en France : "Face au danger de voir surgir et se développer un mouvement de masse comme celui qui continue d'exister en Pologne depuis juillet 80, les différents Etats capitalistes cherchent à utiliser leurs meilleures cartes pour gérer la crise et dévoyer le mécontentement".

Le PCI ("Le Prolétaire") explique : "il est maintenant quasiment certain, après la Pologne, que les luttes ouvrières d'importance éclateront tôt ou tard dans l'Europe occidentale elle-même et qu'il faut s'y préparer" (n°341). Et la gauche doit servir "pour engager un travail de prévention" (2). Et de conclure "la politique du PS est plus dangereuse que celle de Barre" (n°341). Si le PCI prend

partie et dénonce le rôle anti-ouvrier de la gauche, il ne tire cependant pas toutes les conclusions sur la nature même de ce gouvernement et la participation en son sein de ministres communistes. Le PCF est ainsi caractérisé de parti "centriste" (3).

La situation exige aujourd'hui pour les révolutionnaires d'être très clairs sur la caractérisation et la nature des fractions de gauche. C'est une des conditions pour pouvoir réellement contribuer aux combats de classe. Savoir reconnaître la nature des partis de gauche -qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition- est une des caractéristiques principales des organisations révolutionnaires. Là réside la frontière de classe entre ce qui est dans le camp prolétarien et dans celui de la bourgeoisie.

Les organisations révolutionnaires ont aussi comme rôle essentiel de savoir analyser les conditions dans lesquelles se développe la lutte de classe, où en est le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat. Une de leurs tâches est de faire une analyse très précise des causes et conditions dans lesquelles est venue la gauche au pouvoir en France et sa signification pour la lutte de classe.

L'ensemble du milieu révolutionnaire -excepté le FOR qui ne donne au-

cune analyse de la situation créée par la gauche au pouvoir en France interprète celle-ci comme une montée générale de la gauche au pouvoir dans tous les pays et destinée à être l'arme nécessaire aux Etats capitalistes pour tenter de dévoyer la lutte de classe.

Pour notre part, nous pensons que nous ne sommes pas dans une situation type années 30 ou après la guerre qui nécessitait la gauche au pouvoir. La période qui s'ouvre est une période de montée de la lutte de classes et de futurs affrontements de masse avec l'Etat capitaliste. Et la meilleure arme pour faire face au prolétariat aujourd'hui réside non pas dans la venue de la gauche au pouvoir mais dans l'opposition. Aussi la venue du PS et du PC en France au gouvernement n'est pas la meilleure arme pour faire face au prolétariat. Elle est l'expression de la crise politique de la bourgeoisie.

"Le fait qu'aujourd'hui, la bourgeoisie soit conduite à jouer la carte de la "gauche dans l'opposition contre la classe ouvrière ne signifie pas que cette carte soit la seule jouable en tous temps et toutes circonstances. (...) D'autre part, si sa prise en charge d'un rôle d'opposition "décidée" correspond à une exigence générale pour la bourgeoisie dans la période actuelle (...) cela ne veut pas dire que cette exigence trouve en toute circonstance une concrétisation immédiate ou optimale. Mais tous les exemples spécifiques d'incapacités (qu'elles soient de nature électorale ou autre) pour la bourgeoisie de mettre résolument ses partis de gauche dans l'opposition doivent être compris comme expression des faiblesses particulières de cette classe qui manifestent sa crise politique et ne peuvent que l'aggraver à terme." (Revue Internationale n°26).

Le débat doit se poursuivre au sein du milieu révolutionnaire.

NOTES

- 1) Scission récente du PIC
- 2) "Programme communiste" (revue théorique du PCI) n°86
- 3) Caractérisation, qui, dans les années 30, signifiait que les révolutionnaires trouvaient quelque chose d'encore ouvrier aux partis "communistes".

lisez nos brochures



réunions publiques et publications du CCI

AIX EN PROVENCE

Permanence : le mercredi 14 octobre de 19h à 20h, au café de "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : le 24 octobre à 17 h, sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", au café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo.

Permanence : le 9 octobre, de 18 h à 19 h, même adresse que la R.P.

GRENOBLE

Réunion publique : le vendredi 16 octobre à 21 h, sur le thème : "LA GAUCHE AU POUVOIR, LE MIRAGE D'UN CHANGEMENT SOCIAL", au 6 rue Berlioz.

LILLE

Réunion publique : le samedi 17 octobre à 15h, sur le thème : "ROLE ET TACHES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE", au 23 rue Gosselet (MNE).

Permanence : le 3 octobre, de 15 h à 17 h, même adresse que la R.P.

LYON

Réunion publique : le vendredi 30 octobre à 21 h, sur le thème : "LA GAUCHE AU POUVOIR, LE MIRAGE D'UN CHANGEMENT SOCIAL", au 3 rue Diderot, Lyon 1er.

Permanence : le mercredi 14 octobre, à 18 h, même adresse que la R.P.

MARSEILLE

Réunion publique : le 13 novembre à 21 h, au 205 rue Ste Cécile, Marseille 5ème, thème non déterminé.

Permanence : le vendredi 16 octobre, de 18 h à 19 h, à l'"Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry.

NANTES

Réunion publique : le samedi 17 octobre, à 17 h, sur le thème :

"LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE" au Centre Social des Bourderies.

Permanence : le dernier mercredi du mois à 20 h 30, au bar de l'Hotel de Ville, Nantes-Chatenay. Contact avec les diffuseurs : le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30, au Marché de la Petite Hollande.

PARIS

Réunion publique : le samedi 10 octobre, à 17 h, sur le thème : "ROLE ET TACHES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE", au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème.

Permanence : tous les samedis sauf celui de la R.P., à 16 h, même adresse que la R.P.

ROUEN

Permanence : le samedi 17 octobre à 14 h 30, à la Halle aux toiles.

SAINT-NAZAIRE

Réunion publique : le 24 octobre, à 17 h, sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", au Foyer du Travailleur. Contact avec les diffuseurs : le 2ème dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché.

TOURS

Permanence : le 3 octobre, à 17 h, au 43 rue Lamartine.

TOULOUSE

Réunion publique : le vendredi 23 octobre, à 21 h, sur le thème : "LES ENSEIGNEMENTS D'UN AN DE LUTTE EN POLOGNE", à la-Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment 2. Permanence : tous les vendredis sauf celui de la R.P., à 18 h 30, au Bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry, Pont des Demoiselles. Contact avec les diffuseurs : au marché, sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Pucés (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11 h à 13 h.

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

ACCION PROLETARIA

écrire
à l'adresse de RI.

IK
BOX 21 106, 10031 Stockholm-
Suède.

WORLD REVOLUTION!

BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WELTREVOLUTION

Ecrire
autre mention :
Postfach 410306
5000 Köln 41

WORLD REVOLUTIE

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365 West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

lisez la Revue Internationale 27

-POLOGNE : UN AN APRES
-L'EVOLUTION DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LES PAYS DE L'EST (1920-70)
-NOTES SUR LA GREVE DE MASSE HIER ET AUJOURD'HUI
-CRITIQUE DE PANNEKOEK (INTERNATIONALISME 1952)
-CORRESPONDANCE D'EQUATEUR

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

brochures

-LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (5 F)
-NATION OU CLASSE (4 F)
-PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
-RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)
-ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
-LA DECADENCE DU CAPITALISME (10 F)
NOUVEAU :
-LE TROSKYSME (6 F)
-SUR LA POLOGNE (4 F.)
-L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F.)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :

R.I. CCP 2023302 X PARIS

COURRIER

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEUR OPINION SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REponse.

errata

● Dans le numéro de septembre, l'article consacré aux manoeuvres politiques de la bourgeoisie en France intitulé : "La gauche unie au pouvoir : un pis aller provisoire" a vu sa lisibilité gravement compromise par suite de fautes de fabrication dont nous prions le lecteur de bien vouloir nous excuser.

1) En début d'article, p.2, dans la 1ère colonne, à la ligne 23, nos lecteurs auraient dû pouvoir lire à la place de "à la suite de cet accord gouvernemental, la France est donc devenue le seul pays d'importance du bloc occidental à avoir en période de regain des tensions entre l'Est et l'Ouest un parti "communiste" relativement puissant et notablement pro-russe.", ceci : "...La France est donc devenue le seul pays d'importance du bloc occidental à voir, en période de regain des tensions entre l'Est et l'Ouest, associé au gouvernement, un parti communiste..."

2) En fin d'article, aurait dû figurer une annonce indiquant que l'article suivait en page 6. Arrivé en page 6, le lecteur a été confronté à de telles inversions

de textes que nous republions ici le passage dans son intégralité reconstituée :

Le consensus politique qui visait à maintenir au lendemain des élections présidentielles les fractions de droite au gouvernement et les fractions de gauche dans l'opposition afin de permettre au capital national de bénéficier des avantages apportés par cette répartition des forces pour affronter les échéances économiques et sociales dans les meilleures conditions possibles, ce consensus politique se trouvait irrémédiablement brisé.

Les fractions politiques de droite, le RPR et l'UDF, qui avait imprudemment sous-estimé, dans le cadre de ce consensus, l'impact négatif de leurs querelles fratricides sur leur électoral traditionnel et qui portaient donc toute la responsabilité de la victoire de Mitterrand, se retrouveraient déposées des rênes gouvernementales. Leurs efforts de dernière heure pour limiter l'ampleur de leur défaite et ses conséquences pour le capital national, au travers d'un front électoral commun en vue des élections au Parlement ne parvenaient pas à remobiliser un électoral particulièrement décontenancé. Il ne leur restait plus qu'à se résoudre

à devenir l'opposition loyale et le faire valoir du gouvernement de gauche, en méditant sur le caractère secondaire (du point de vue de l'intérêt du capital national et de leur) des questions qui avaient été au centre de leurs polémiques fatales. A savoir qui de l'UDF ou du RPR dominerait le futur gouvernement. Faudrait-il ou non recourir à une relance de l'économie ?

Le Parti socialiste, qui avait largement contribué (3) à l'établissement de ce consensus, de fraction politique, chargée d'être aux côtés du PCF dans son travail d'opposition et de signer son image de marque de "gouvernement viable" pour un avenir plus lointain, se retrouvait en position de devoir, tout de suite prendre les rênes du gouvernement.

Pire même, car, contraint d'organiser tout de suite - sous peine d'entamer une partie de son crédit - les élections parlementaires auxquelles il s'était engagé, "s'il était élu", il se voyait, au terme même de ces nouvelles élections, dans l'incapacité de tirer prétexte du maintien d'une forte opposition de droite au Parlement, pour justifier sa future politique gouvernementale d'austérité et de chômage.

Il se retrouvait donc devant le choix suivant : soit, il acceptait d'endosser seul la responsabilité des mesures gouvernementales à prendre et l'impopularité que celles-ci entraîneraient inévitablement pour lui; soit, il les faisait endosser également au PCF, et par la même occasion, il renforçait son image de marque "unitaire et de gauche", seule susceptible de lui permettre d'obtenir à court terme un attentisme confiant de la part des exploités."

3) Auraient dû figurer en fin d'article les notes de référence suivantes :

1) Voir l'article dans RI n°87 : "Sur les élections présidentielles".

2) Tout particulièrement les luttes ouvrières de l'hiver 78 et du printemps 79 trouvent leur fer de lance dans celles de la sidérurgie.

3) En neutralisant d'abord en son sein le courant Rocard-Mauroy au lendemain de la rupture du Programme Commun, en empêchant ensuite la candidature de Rocard mieux placé que Mitterrand dans tous les sondages d'opinion.

le pacifisme : une arme pour la guerre

(suite de la p.6)

périaliste ne peuvent donner la paix démocratique. Il faut chercher cette paix et l'obtenir, mais non sur des positions en arrière, dans l'utopie d'un capitalisme qui ne serait pas impérialiste ou d'une alliance de nations qui seraient égales en droit sous le capitalisme, mais en avant dans la révolution socialiste du prolétariat. Pas une revendication radicale de la démocratie n'est réalisable avec ampleur et solidité (...) autrement qu'à travers les batailles révolutionnaires menées sous les étendards du socialisme. Et celui qui promet aux peuples la paix "démocratique" sans prêcher en même temps la révolution socialiste, celui qui nie la lutte pour un but total..., celui-là dupe les prolétaires (mars 1916).

Avec quelle actualité résonnent les phrases de Rosa Luxembourg : "La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou franchement réactionnaires, tels que les tribunaux internationaux de diplomates et de capitalistes, des conventions diplomatiques sur le "désarmement", la liberté maritime..., les alliances politiques européennes, des "unions douanières"..., des Etats-tampons nationaux, etc. On ne pourra pas éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de leur résister avec succès et de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance... Dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre, les forces décisives ne peuvent être engagées que par les masses compactes du prolétariat de tous les pays".

La guerre impérialiste est un produit du capitalisme et on ne peut lutter contre la guerre qu'en s'attaquant au capitalisme à sa racine. C'est uniquement par le développement de la lutte de classe que la guerre peut être combattue. Sans cela, livrée à sa propre dynamique, le capitalisme ne peut échapper à la guerre impérialiste qui n'est que la continuation, par la violence des armes, de la guerre économique incessante que se livrent les Etats et les diverses fractions de la bourgeoisie. Mais beaucoup plus que cela, les "temps de paix" sont devenus le règne d'une "paix impérialiste". C'est ce qu'affirment fermement Lénine et Zinoviev dans "Contre le Courant".

C'est ce qu'atteste l'histoire depuis le début de ce siècle où est démontré qu'il n'existe pas une opposition fondamentale en régime capitaliste entre guerre

et paix". On a pu vérifier le bien fondé de ce qu'affirmait déjà "le rapport à la conférence de juillet 1945, de la Gauche Communiste de France" car depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, "la production est essentiellement axée sur la production de moyens de destruction, c'est-à-dire en vue de la guerre. La décadence de la société capitaliste trouve son expression éclatante dans le fait que des guerres en vue du développement économique (période ascendante), l'activité économique se restreint essentiellement en vue de la guerre (période décadente).

et constant dans la société capitaliste décadente en crise.

LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LA GUERRE

La véritable réponse - et il n'y en a pas d'autre, c'est que la lutte contre la guerre passe nécessairement par la lutte de classe. C'est le développement de la lutte de classe qui est, dans cette société, le seul moyen de lutter contre la guerre. Contrairement à la propagande de la bourgeoisie qui, à travers les événe-

l'obstacle décisif à l'intervention de l'URSS en Pologne.

Il faut éviter le piège du pacifisme, de la "paix sociale" en comprenant que la lutte contre la guerre c'est aussi la lutte contre l'austérité et tirer les leçons de la lutte de classe que la lutte contre l'austérité est aussi une lutte contre la guerre dans un monde où la crise et la guerre sont les deux phases d'une même réalité, la manifestation inéluctable d'une pourriture qu'exhale par tous ses pores le monde capitaliste.

C'est pourquoi nous traversons aujourd'hui des "années de vérité" dont l'enjeu se précise et se révèle de jour en jour internationalement. N'accepter ni la marche à la guerre ni l'austérité, rejeter les mensonges de la bourgeoisie et ses marchés de dupes, ne pas suivre la gauche dans la voie mensongère du pacifisme, du désarmement de la lutte de classe, refuser la paix sociale. Le développement international des luttes ouvrières est seule capable de porter une réponse au problème de la guerre car "classe qui porte en elle la fin de toutes les guerres et le seul devenir possible de la société, le socialisme, mais aussi classe qui est en première ligne des sacrifices imposés par la guerre impérialiste et qui exclue de toute propriété soit la seule à ne pas avoir de patrie, à être réellement internationaliste, le prolétariat tient en ses mains le sort de toute l'humanité. Et plus directement de sa capacité à réagir sur son terrain de classe à la crise historique du capitalisme, dépend la possibilité ou non de ce système d'y apporter sa propre réponse - la guerre impérialiste - et de l'imposer à la société" (Revue Internationale, n° 18: "Le cours historique").

Zinoviev rappelait déjà en 1916 : "La question qui se pose pour nous est beaucoup plus vaste que celle de la conduite à tenir durant les quelques mois qui restent à attendre jusqu'à la fin de la première guerre impérialiste mondiale. La question qui se pose pour nous est celle de toute une époque de guerres impérialistes" pour lancer l'appel au prolétariat mondial : "la révolution prolétarienne ou bien une nouvelle série de guerres impérialistes, de nouvelles mers de sang, de nouveaux millions de victimes. C'est ainsi que l'histoire a posé la question pour tous les pays... La révolution et le socialisme s'imposent ou bien ce sera une nouvelle série de guerres impérialistes".

Cet appel a conservé toute son actualité et il est plus que jamais crucial de le faire entendre pour l'avenir de l'humanité.

Y.D.

le véritable frein à la guerre

● "La situation en Pologne est la plus sûre garantie de la paix et de la sécurité en Europe... A présent, la situation polonaise est la plus formidable dissuasion à toute tentative d'agression soviétique en Europe. Ce qui se passe en Pologne a infiniment plus d'impact sur la sécurité en Europe que tous les mouvements pacifistes par ici... Si les soviétiques avaient pu intervenir, ils l'auraient fait il y a déjà longtemps. Ils savent pertinemment que chaque jour qui passe aggrave la situation. Ils savent que c'est une crise qui touche leur empire, leur système dans ses fondements mêmes. Mais ils savent aussi qu'une intervention ne ferait qu'aggraver les choses."

Ces propos ont été publiés dans "Libération" du 10 septembre et émane d'un "observateur" polonais réfugié en Norvège depuis 1968 et directeur d'un "institut de recherche sur la paix".

Bien que son analyse repose sur les bases de la stratégie bourgeoise, cet "observateur" met l'accent sur ce que précisément la propagande de la bourgeoisie s'est tant attachée à masquer et à dénaturer : à savoir où sont dans la société les forces qui peuvent seules agir comme frein à la guerre, que l'exemple du prolétariat en Pologne a démontré : dans les luttes de classe du prolétariat international.

Après tout le battage que nous avons essayé sur le thème : "attention, si la lutte continue, les russes vont intervenir !" et les insidieux mensonges à vernis pacifiste des sociaux-démocrates derrière lesquels on trouve l'argument : la lutte de classe provoque la guerre, le simple rapport de la réalité inflige un cinglant démenti.

Ce n'est pas seulement à l'Est que la lutte ouvrière est à même d'ébranler l'édifice capitaliste mais aussi dans les "démocraties" de l'Ouest. Dans la lutte de classe, la lutte effective contre la guerre est un aspect essentiel. La marche à la guerre de la bourgeoisie se trouve puissamment entravée par le développement des luttes ouvrières.

C'est en luttant contre la crise et la guerre que le prolétariat combat le capitalisme.

Y.D.

Cela ne signifie pas que la guerre soit devenue le but de la production capitaliste, le but restant toujours pour le capitalisme la production de la plus-value mais cela signifie que la guerre, prenant un caractère de permanence, est devenue le mode de vie du capitalisme décadent". Cela signifie que les questions de la crise et de la guerre sont complètement liées. C'est pourquoi le problème de la guerre est d'un poids énorme

ments de Pologne, a asséné, massivement et internationalement l'idée que la lutte de classe poussait vers la guerre mondiale : "si la lutte va trop loin en Pologne, les russes interviendront, et alors...", on a là précisément la preuve concrète d'une réalité inverse, ainsi que témoignent certains "observateurs" avisés de la situation (voir notre encart) : la mobilisation ouvrière sur son terrain de classe a été et reste

REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale"

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'organiser la classe ouvrière, ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.